





COMMUNE DE SAINTE ALVERE

Notice de présentation du zonage d'assainissement

Janvier 2009

- 1 - Note de synthèse
- 2 - Délibération du conseil syndical
- 3 - Plan du zonage d'assainissement communal

		<p>Siège Social 23 rue de Paris 16 000 Angoulême</p> <p>Tel : 05.45.68.51.00 Fax : 05.45.68.49.92</p> <p>Email : heca@heca.fr</p>		Visa du maître d'ouvrage le :	
Affaire N°1048	Indice	Libellé	Etabli par	Véifié par	Date:
	A	Première diffusion	MB	OC	19.01.2009

1048_Pdg_Notice.Doc
Fichier



COMMUNE DE SAINTE ALVERE

Notice de présentation du zonage d'assainissement

1 - Note de synthèse

SOMMAIRE

PREAMBULE	2
1 – QUELQUES RAPPELS ET DEFINITIONS	3
1.1 – LE CONTEXTE JURIDIQUE	3
1.1.1 – <i>Historique</i>	3
1.1.2 – <i>Conséquences : de nouvelles compétences</i>	3
1.2 – QUELQUES DEFINITIONS	4
1.3 – L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	5
1.3.1 – <i>Descriptif</i>	5
1.3.2 – <i>Les différentes filières de traitement</i>	5
1.3.3 – <i>Les rendements épuratoires</i>	6
2 – CADRE GENERAL	7
2.1 – LOCALISATION	7
2.2 – RESSOURCE EN EAU	7
2.2.1 – <i>Souterraine</i>	7
2.2.2 – <i>Surface</i>	7
2.3 – TOPOGRAPHIE	7
2.4 – GEOLOGIE	7
2.3 – HABITAT ET POPULATION	8
2.5 – ASSAINISSEMENT COLLECTIF / ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	8
2.5.1 – <i>Collectif</i>	8
2.5.2 – <i>Non collectif</i>	9
4.2.2 – <i>Coût d'investissement et d'entretien</i>	10
3 – ZONAGE PROJETE	11
4 – ASPECT PLUVIAL	11
5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DE L'USAGER	11
6 – CONCLUSIONS	12

PREAMBULE

Face à l'urbanisation du secteur de Borie Neuve et dans le but d'harmoniser la politique de l'assainissement et la politique d'urbanisme, la commune de Sainte Alvère a entrepris la réactualisation de l'étude préalable au zonage d'assainissement, datant de 2001.

En effet, suite à la réalisation de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), de nouvelles zones constructibles sont apparues sur le territoire communal. Le zonage d'assainissement n'étant plus d'actualité, la collectivité a décidé de le mettre à jour.

La réalisation de la présente étude, conformément à la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 révisée le 30 décembre 2006, a pour but de déterminer les techniques d'assainissement non collectif ou collectif adaptées aux caractéristiques des sols et de l'habitat.

Ainsi, ce zonage, véritable outil d'aide à la décision, permettra de répondre aux objectifs de la commune de Sainte Alvère, à savoir :

- garantir à la population la résolution des problèmes liés à l'évacuation et au traitement des eaux usées en général ;
- préserver les ressources souterraines et superficielles, ainsi que le milieu, en veillant à leur protection contre les pollutions ;
- protéger la qualité des eaux de surface ;
- définir le zonage des secteurs desservis par un réseau collectif et les secteurs traités en non collectif.

Cette note de synthèse a pour objet de présenter le zonage d'assainissement arrêté par la commune de Sainte Alvère. Ce zonage est reporté sur la carte annexée à ce document. La carte définit deux types de zones :

- **Les zones relevant de l'assainissement collectif** (habitat dense, bourg et hameaux possédant des contraintes importantes vis à vis de l'habitat, des sols,),
- **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** (habitats dispersés, groupes de logements sans contraintes rédhibitoires, secteurs où le coût de l'assainissement collectif est prohibitif,...).

1 – QUELQUES RAPPELS ET DEFINITIONS

1.1 – Le contexte juridique

1.1.1 – Historique

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 révisée le 30 décembre 2006 définit le rôle des communes en matière d'assainissement qui se limitait jusqu'alors au seul assainissement collectif, l'assainissement non collectif relevant de la compétence exclusive des personnes privées. En complément de la Loi sur l'Eau, l'arrêté du 6 mai 1996 fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, arrêté complété par une circulaire du 22 Mai 1997, assainissement non collectif.

En effet, jusqu'à la promulgation de ce dernier, l'assainissement non collectif relevait uniquement, vis-à-vis de son installation et de son fonctionnement, des prescriptions techniques édictées par l'arrêté du 3 mars 1982 modifié et de la circulaire d'application du 20 août 1984, des dispositions pertinentes du Règlement Sanitaire Départemental (article 30). Vis-à-vis des compétences des Collectivités Territoriales, l'assainissement non collectif ne devait être considéré que pour déterminer sa limite d'emploi, en fonction de l'obligation de raccordement aux réseaux collectifs d'assainissement, existants ou nouveaux, établis par les articles L1331-1, L1331-2 et L1331-3 du Code de la Santé Publique.

Le titre II, chapitre II, de la Loi sur l'Eau modifie cette situation en définissant des obligations et des responsabilités globales des Collectivités Territoriales en matière d'assainissement, et en faisant entrer l'assainissement non collectif dans le champ de leurs compétences par une modification du Code Général des Collectivités Territoriales.

1.1.2 – Conséquences : de nouvelles compétences

L'article 54 de la Loi sur l'Eau introduit les compétences suivantes :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

L'arrêté du 6 mai 1996 complété par la circulaire du 22 Mai 1997 sur « les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif » fixe ces dernières « de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de santé publique et de l'environnement ». Hormis le fait qu'il reprend les règles classiques de dimensionnement du DTU 64.1 de 1998 sur la « mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome », ce dernier modifie la réglementation en interdisant les rejets dans des puisards et en n'acceptant le rejet vers le milieu hydraulique superficiel seulement à titre exceptionnel. Il impose également une qualité minimale du rejet et un entretien régulier (vidanges périodiques...).

De plus, l'arrêté du 6 mai 1996 portant sur « les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif » amène ces dernières à :

- vérifier du point de vue technique « la conception, l'implantation et la bonne exécution des ouvrages » ;
- vérifier périodiquement « leur bon fonctionnement » (bon état des ouvrages, ventilation et accessibilité) ;
- vérifier « le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif de traitement » et « l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux » ;
- vérifier « la réalisation périodique des vidanges et l'entretien des dispositifs de dégraissage » si la commune n'a pas pris en charge l'entretien.

Ces dispositions sont explicitées par la Loi sur l'Eau qui définit l'assainissement non collectif, mais aussi et surtout donne des indications sur le service de contrôle de l'assainissement non collectif et sur le financement. Il est soumis au régime des Services Publics Industriels et Commerciaux ce qui implique la mise en place d'une redevance uniquement à la charge de l'usager.

Cette redevance doit trouver une « contrepartie directe dans les prestations fournies ». Elle ne peut être recouvrée qu'à compter de la mise en place effective de ce service pour l'usager.

Ainsi les communes, conformément à la Loi sur l'Eau :

- doivent délimiter, après enquête publique, les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement non collectif ;
- doivent assurer le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif qui devront être conformes aux textes en vigueur ;
- peuvent prendre directement en charge ou financer l'entretien de l'assainissement non collectif dans les limites qu'elles fixeront puisqu'il ne s'agit que d'une possibilité même si elles sont tenues à vérifier leur bon fonctionnement et la réalisation effective de cet entretien ;
- ont jusqu'au 31 Décembre 2005 pour mettre en place le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

1.2 – Quelques définitions

Dans ce rapport, un certain nombre de termes techniques sera utilisé et il est important de les définir précisément :

- **L'assainissement collectif** : c'est l'assainissement des eaux usées domestiques d'un nombre important d'habitations, collectées dans un réseau et épurées sur un site de traitement qui appartient au domaine public.
- **L'assainissement non collectif** : c'est l'assainissement des eaux usées domestiques d'une seule habitation ou d'un groupe de logements par un dispositif de traitement installé dans le terrain de l'usager donc situé en domaine privé.

Ainsi, l'assainissement d'un groupe de logements peut être considéré comme :

- * de l'assainissement collectif si la Maîtrise d'Ouvrage est publique,
- * de l'assainissement non collectif si la Maîtrise d'Ouvrage du traitement est privée.

- **L'agglomération d'assainissement** : c'est une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final.

- **L'équivalent-habitant (EH)** : c'est une notion qui sert à définir une pollution standard de référence pour le dimensionnement des réseaux et des stations de traitement. Il est défini par un arrêté d'application du 20 Novembre 2001 et représente la charge polluante suivante :
 - 57 g/j de MO (Matière Organique) [MO = (DCO + 2 DBO₅) / 3] ;
 - 90 g/j de MES (Matières En Suspension) ;
 - 15 g/j d'Azote réduit ;
 - 4 g/j de Phosphore total.

La valeur de référence du volume moyen d'eaux usées par EH est de 150 litres par jour.

- **Les contraintes d'habitats** : ce sont des logements pour lesquels la réhabilitation de l'assainissement non collectif s'avère difficile voire problématique pour des raisons de surface (terrain disponible trop petit), d'encombrement (nombreux aménagements intérieurs à la parcelle) ou de pente (desserte gravitaire du dispositif d'assainissement non collectif difficilement réalisable).
- **Les habitations légalement conformes** : ce sont des logements dont l'assainissement non collectif répond à la réglementation en vigueur et dont les caractéristiques sont adaptées à la nature du sol et à la capacité d'accueil du logement.

1.3 – L'assainissement non collectif

1.3.1 – Descriptif

Conformément au DTU 64.1, le fonctionnement d'un assainissement non collectif se compose de 3 phases successives :

- **un prétraitement** réalisé par une fosse toutes eaux qui reçoit à la fois les eaux vannes et ménagères et permet d'assurer 2 fonctions :
 - physique : décantation des matières fécales et autres matières en suspension,
 - biologique : liquéfaction et digestion des boues par fermentation anaérobie.
- **un traitement** proprement dit, réalisé par une filière qui doit être adaptée aux caractéristiques du sol en place. Le but est, d'une part d'assurer l'épuration par voie aérobie des effluents prétraités en utilisant les capacités épuratoires du sol (filtration et bactéries) et ensuite sa dispersion.
- **une dispersion de l'effluent traité** qui peut être réalisée soit in situ, c'est-à-dire au sein du sol en place dans le cas d'une bonne perméabilité, soit au niveau du milieu hydraulique superficiel (cours d'eau) ou dans des conditions particulières (Cf. arrêté du 6 Mai 1996) à l'aide d'un puits d'infiltration qui nécessite une dérogation préfectorale dans le cas où les sols imperméables surmonteraient des formations permettant l'infiltration.

1.3.2 – Les différentes filières de traitement

Les filières de traitement doivent être adaptées au type de sol en place :

- **Tranchées d'infiltration** : ce dispositif se compose de tuyaux d'épandage, placés horizontalement dans un ensemble de tranchées. Elles sont préconisées sur les sols les plus favorables, sans facteur limitant, la dispersion s'effectuant in-situ.
- **Lit d'épandage à faible profondeur** : il est à prescrire sur les sols favorables, à dominante sableuse où la réalisation de tranchées apparaît difficile. Il se constitue d'une fouille unique à fond horizontal.

- **Filtre à Sable Vertical Drainé ou Non** : il consiste à substituer au sol en place présentant des caractéristiques défavorables, un matériau filtrant plus adapté. Si le sous-sol ne peut pas assurer la dispersion de l'effluent traité, il convient alors de mettre en place, à la base du lit, un drainage qui doit permettre l'évacuation de l'effluent traité vers le milieu hydraulique superficiel voire, en dernier recours, vers un puits d'infiltration.
- **Filtre à Sable Horizontal Drainé** : il est à prescrire dans le cas où le sol est défavorable et que les caractéristiques du site ne permettent pas l'implantation d'un filtre à sable vertical drainé, compte tenu du niveau de l'exutoire. Le transit de l'effluent dans ce dispositif se réalise de manière sub-horizontale. **La fiabilité de ce système est tributaire de la qualité de la réalisation.**
- **Tertre d'infiltration** : c'est un filtre à sable réalisé au-dessus du sol en place afin de se protéger des remontées de nappes ou des zones inondables. Il peut être drainé ou non suivant les possibilités de dispersion du sol.

1.3.3 – Les rendements épuratoires

Il y a peu de suivi des performances épuratoires des dispositifs d'assainissement non collectif, car les prélèvements restent délicats pour les filières non drainées. Seules, des tendances générales ont pu être exprimées et les rendements restent variables et tributaires de la qualité de réalisation et des matériaux :

- élimination des MES, DCO, DBO₅ entre 60 et 90% : niveau e, maximum à espérer pour les MES et les matières oxydables ;
- rendement en NTK de 70 à 90%, objectif du rejet NK1 voire NK2 ;
- rendement en P de 70 à 80%, objectif Pt1 ;
- abattement en germes indicateurs de contamination fécale : de 2 à 4 Log.

Les rendements épuratoires de ces installations, malgré une certaine variabilité, restent donc satisfaisants. Seul se pose le problème de la dénitrification qui a lieu en milieu anaérobie et qui reste donc aléatoire (elle peut même dans certains cas engendrer une production de nitrates).

L'arrêté du 6 mai 1996 fixe toute fois des normes de rejet vers le milieu hydraulique superficiel sur un échantillon représentatif de deux heures non décanté :

30 mg/l de MES,
40 mg/l de DBO₅.

2 – CADRE GENERAL

2.1 – Localisation

La commune de SAINTE ALVERE est le chef-lieu d'un canton dans le Périgord Noir, situé à une quarantaine de kilomètre au sud de Périgueux.

2.2 – Ressource en eau

2.2.1 – Souterraine

Le forage AEP « Le Falgueyret » fait l'objet d'un périmètre de protection situé au Sud Est du territoire communal. Les assainissements non collectifs dans ces périmètres devront faire l'objet de contrôle et de mise en conformité si cela est nécessaire.

2.2.2 – Surface

Il existe trois ruisseaux sur le territoire communal :

- le ruisseau le Louyre coupant par son centre le territoire communal ;
- le ruisseau le Caudeau servant de limite communal au Nord Ouest ;
- le ruisseau la Pradelle issue du trop plein du Forage AEP « Le Falgueyret ».

2.3 – Topographie

Les altitudes s'échelonnent de 135 m (Vallée de la Louyre) à 251 m au nord de la commune.

La topographie est vallonnée, elle s'articule autour de la Vallée de la Louyre orientée globalement Sud Ouest – Nord Est qui se jette dans le Caudeau Rau puis dans la Dordogne à Bergerac.

Vis-à-vis de la réalisation de réseau, les pentes naturelles des terrains peuvent être avantageuses (réseau gravitaire) ou contraignantes (poste de refoulement nécessaire) selon les cas. Dans le cas présent, la topographie est généralement contraignante.

2.4 – Géologie

Les différentes formations affleurantes sur la commune peuvent être séparées en deux familles :

- **Les formations secondaires carbonatées ;**
 - Sur la grande majorité du territoire, la formation affleurante est le calcaire jaune. Ce calcaire présente une résistance moyenne. Cette formation a généré des sols bruns généralement lessivés qui ont de façon générale une bonne aptitude agricole. Le long des coteaux de la Louyre de par l'érosion, le calcaire marneux est affleurant.

- **Les formations superficielles**

- **formations Sidérolithiques du tertiaire**

- Cette formation affleure sur 2 zones de la commune sous forme de 2 bandes de part et d'autre de la vallée de la Louyre.
Cette formation hétérogène présente un faciès à dominante argilo-sableuse.

- **Formations alluviales de la Louyre**

- Ces formations sont observables en fond de vallée de la Louyre.
Elles sont à dominante limono-sableuse.

2.3 – Habitat et population

Après des baisses constantes de sa population jusqu'en 1982, la commune de Ste Alvère connaît une inversion de tendance due à un solde migratoire positif.

Années	Population totale Double compte	Source
1975	745	INSEE
1982	711	INSEE
1990	763	INSEE
1999	782	INSEE
2007	828	INSEE

En moyenne le nombre d'habitants par logement permanent est d'environ 2,3 hors résidences secondaires.

2.5 – Assainissement collectif / Assainissement non collectif

2.5.1 – Collectif

La commune de Sainte Alvère possède un réseau d'assainissement collectif pour le bourg. Ce réseau représente plus de 4 km de canalisations.

Les bilans réalisés par le SATESE ont permis de mettre en évidence des rendements excellents et la présence d'eaux parasites de drainage (une partie du réseau est dans la nappe de la Louyre) qui représente environ 50 % de la charge hydraulique traitée à la station.

Les effluents traités sont rejetés dans la Louyre.

La station a une capacité de 700 E.H ; et reçoit actuellement la pollution de 283 branchement soit 650 E.H.

2.5.2 – Non collectif

Le reste du territoire communal est zoné en assainissement non collectif.

Sur l'ensemble du territoire communal, l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été définie comme ceci :

Classe I (Vert) - Aptitude satisfaisante

Les sols ne présentent aucune difficulté pour l'épuration et la dispersion des effluents.

Mise en place de tranchées d'infiltration.

Classe II (Jaune) - Aptitude moyenne

Le site est relativement satisfaisant mais présente quelques difficultés de dispersion ou une légère hydromorphie ou une faible épaisseur de sol ou une pente importante.

Filtre à sable vertical non drainé.

Classe III (Orange) - Aptitude faible

Le site présente une contrainte majeure qui est soit une perméabilité très faible, soit des traces d'hydromorphie peu marquées, soit des contraintes moyennes pour différents critères.

Filtre à sable vertical drainé.

Classe IV (Rouge) - Aptitude mauvaise

Le site présente des contraintes majeures importantes qui peuvent s'additionner, perméabilité très faible, hydromorphie importante, sol peu épais, pente importante.

Terre d'infiltration ou drainé ou filtre à sable vertical drainé étanche.

Ces classes vont permettre la détermination de la filière de traitement appropriée en fonction des contraintes imposées par ce sol (cf. rapport de zonage et cartes d'aptitude des sols).

Chaque cas étant particulier une définition à la parcelle peut s'imposer.

4.2.2 - Coût d'investissement et d'entretien

Les coûts d'investissement diffèrent suivant le type de filière à mettre en place :

Filière	Coût unitaire en Euros H.T.	
	Réhabilitation complète	Réhabilitation partielle
Tranchées d'infiltration	5 000	3 000
Tranchées d'infiltration surdimensionnées	6 000	4 000
Filtre à sable vertical drainé ou non	7 000	5 000
Tertre d'infiltration drainé ou non	9 000	7 000

Les coûts de fonctionnement sont relativement réduits. L'entretien consiste en :

- des visites de routine, au minimum une fois par an, dont l'objet est de surveiller le niveau des boues dans la fosse et de vérifier la bonne marche du système de dispersion,
- des visites d'entretien, dont le but principal est la vidange de la fosse toutes eaux. Une vidange tous les 4 ans semble une bonne base prévisionnelle, même si cette dernière doit être ajustée en fonction de la taille des équipements et de la connaissance des installations.

Pour une consommation de référence de 100 m³ par an, le coût maximum de fonctionnement est de l'ordre de 100 Euros. H.T. par an et par habitation.



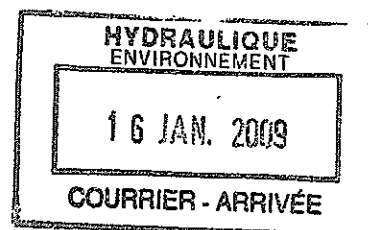
COMMUNE DE SAINTE ALVERE

Notice de présentation du zonage d'assainissement

2 - Délibération du conseil syndical

MAIRIE DE
24510 SAINTE-ALVERE
Dordogne

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL



En exercice : 15

Présents : 13

Votants : 14

L'an deux mille huit
Le trois décembre, à 20 h 30,
le Conseil Municipal de la commune de Sainte-Alvère
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie, sous la présidence de M. Philippe DUCENE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : vingt cinq novembre
deux mille huit.

Présents : DUCENE Philippe, Béatrice LESCOMBE, Chantal
LEGER, Marc POMAREL, Margareth GORMAN, Joëlle
LE ROUX, Marie-Christine BENCHAREL, Franck
ESCUDE, Alain DECONINCK, Bernard DULAC, Jean-
Claude FIOT, Astrid MARTIN, Karine GRELLETY

Excusés : Alain BEAURIN pouvoir à Philippe DUCENE
Yannick GARNIER,

Madame Chantal LEGER a été élue secrétaire.

Objet :
Réactualisation du
zonage assainissement
de la commune de
Ste Alvère

Le Maire expose aux Membres du Conseil Municipal qu'il est
nécessaire de procéder à une réactualisation du zonage assainissement
collectif afin de pouvoir insérer de nouveaux terrains et ainsi de
permettre leur raccordement futur au réseau d'assainissement collectif.

Le Maire expose le nouveau plan de zonage aux Membres du
Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré les Membres du Conseil Municipal à
l'unanimité :

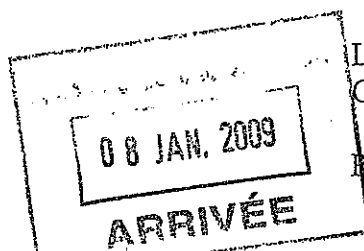
- APPROUVENT le nouveau zonage d'assainissement de la
commune de Sainte-Alvère,
- MANDATENT le maire pour donner suite à ces décisions et signer
les documents s'y rapportant.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Publié et certifié
exécutoire à compter

Du :
Le Maire,



Le Maire,
Conseiller Général,
Philippe DUCENE





COMMUNE DE SAINTE ALVERE

Notice de présentation du zonage d'assainissement

3 - Plan du zonage d'assainissement communal
